

Genre et changement climatique

DANS CE NUMÉRO:

- **Genre et changement climatique : panorama**
- **Colombie : pouvoir des réseaux locaux**
- **L'Inde : approches participatives, facteurs de changement**
- **RDC : les femmes réelles expertes de la lutte contre la déforestation**

Bien que le changement climatique soit désormais reconnu comme une crise mondiale, les réponses apportées restent souvent axées sur des solutions scientifiques et économiques. Aussi, comment s'orienter vers des politiques et processus davantage centrés sur les populations et sensibles au genre et comment s'attaquer aux inégalités qui peuvent plus pénaliser les femmes que les hommes ? Ce numéro d'*En Bref* explore en quoi il est capital de rendre les réponses au changement climatique plus sensibles au genre et plus facteurs de changement. Il inclut des études de cas innovantes produites dans le cadre d'enquêtes auprès de FUNDAEXPRESIÓN en Colombie, du Centre de sensibilisation communautaire (CAC) en Inde et de Action Femmes du Bas Fleuve (AFEBAF) en République démocratique du Congo (RDC). FUNDAEXPRESIÓN joue un rôle-clé dans la promotion de réseaux locaux afin de créer de la résilience au changement climatique. CAC fait coopérer des femmes et des hommes au développement de solutions pertinentes qui autonomisent les femmes. L'AFEBAF travaille avec les organisations de femmes afin de lutter aux niveaux privé et public contre les effets de la déforestation.

Genre et changement climatique : panorama

EMMELINE SKINNER,
Consultant, et
ALYSON BRODY,
BRIDGE

« L'ABSENCE des femmes, notamment celles des pays du Sud, dans les discussions nationales et internationales et aux tables de prise de décision sur le changement climatique et le développement doit changer. La lutte pour la protection de l'environnement n'est pas seulement une question d'innovation technologique : il s'agit également d'autonomiser les femmes et leurs communautés de sorte qu'elles rendent leurs gouvernements responsables de résultats ».

*Mary Robinson et Wangari Maathai
(Huffington Post, 2010)*

Qu'est-ce que le changement climatique et en quoi est-ce un problème de développement ?

Le changement climatique fait référence aux régimes climatiques toujours plus irréguliers, à l'élévation du niveau de la mer et aux événements extrêmes qui peuvent être imputés à l'activité humaine et aux émissions de gaz à effet de serre (GES), qui sont à l'origine du

réchauffement climatique. Il est souvent considéré comme un phénomène purement scientifique et technique. Pourtant, le changement climatique représente également un phénomène social, économique et politique, qui connaît des implications considérables en termes de justice sociale et d'égalité de genre et qui risque de priver certaines des personnes les plus pauvres de la planète de leurs droits humains fondamentaux.

Les femmes et les hommes les plus pauvres des pays du Sud, qui ont le moins contribué au problème, voient leurs moyens de subsistance davantage menacés alors même qu'ils sont les moins écoutés et influents sur les politiques liées au climat. De plus, comme le montrent les exemples proposés dans ce numéro, en Colombie, en Inde et en République démocratique du Congo, ce sont généralement des femmes qui vivent dans des régions pauvres, souvent rurales, ayant le moins accès aux biens

et opportunités d'emploi qui sont touchées le plus durement.

Quelles sont les dimensions de genre du changement climatique ?

Les femmes et les hommes ne vivent pas le changement climatique sur un pied d'égalité. Dans de nombreux pays en développement, les contraintes économiques et les normes culturelles qui empêchent les femmes d'accéder à un emploi rémunéré impliquent que leurs moyens de subsistance dépendent de secteurs sensibles au climat, comme l'agriculture vivrière et la collecte de l'eau. Par ailleurs, les inégalités de genre dans la répartition des biens et opportunités signifient que leurs choix sont sérieusement limités face au changement climatique.

Le fait que les femmes et les jeunes filles sont souvent responsables de la plupart des tâches non rémunérées du Care dans le foyer (nutrition, santé, éducation) signifie également que leurs vies sont directement affectées par les bouleversements dus au changement climatique. Elles doivent souvent parcourir de plus grandes distances à pied pour trouver nourriture, combustible et eau, toujours plus rares, et prendre soin des membres de la famille exposés aux risques sanitaires liés au changement climatique. De ce fait, elles consacrent moins de temps à leur éducation, à leurs activités génératrices de revenus ou à leur participation aux processus décisionnels au sein de la communauté, ce qui accentue les inégalités de genre.

Le changement climatique a également un impact sur les hommes, en particulier pauvres. Des travaux de recherche montrent que certains hommes ressentent des pressions les poussant à entreprendre des actes « héroïques », ce qui les expose à des risques plus importants que les femmes et les enfants.

Pourquoi les dimensions de genre doivent-elles être au cœur des politiques de lutte contre le changement climatique ?

L'« ajout » des dimensions genre aux politiques ne suffit pas.

L'architecture institutionnelle internationale dédiée au changement climatique est complexe et en perpétuel mouvement : de nouveaux accords voient le jour en même temps que d'autres accords existants sont amendés. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements

climatiques (CCNUCC) constitue le cadre global international traitant du changement climatique. Elle fut la première à reconnaître le rôle de la perturbation anthropique du système climatique et le besoin de soulever le problème des émissions de gaz carbonique. Bien qu'elle fasse référence à l'activité humaine, la CCNUCC ne fait aucune mention du genre.

Néanmoins, le lobbying de militant-es pour l'égalité de genre dans la lutte contre le changement climatique, comme le réseau mondial GenderCC et d'autres organisations de la société civile, a récemment permis des évolutions positives. Le Plan d'action de Bali, créé lors de la 13e Conférence des parties (CdP) en 2007, fournit des points d'accroche afin d'intégrer le genre. En 2008, le Secrétariat de la CCNUCC était

capacité des femmes à participer aux marchés ou à en bénéficier.

Elles en ont déjà fait les frais dans le cadre de mesures de protection forestière comme la REDD (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts). La REDD permet aux pays industrialisés de « compenser » leurs émissions de gaz carbonique en payant des gouvernements pour la préservation des forêts, souvent dans les pays en développement du Sud. Il a été démontré que la commercialisation de ressources naturelles antérieurement « gratuites » entraîne une exclusion encore plus marquée des pauvres et des sans terres, souvent des femmes, qui dépendent de produits de la forêt pour leur subsistance, mais qui ne bénéficient que rarement de ces aides économiques.

Comment répondre à l'égalité aux différents besoins des femmes et des hommes, tout en s'attaquant aux inégalités de genre qui pénalisent davantage les femmes face au changement climatique ?

convaincu du besoin d'inclure des recommandations spécifiques de genre dans les documents de la conférence.

Le chemin à parcourir reste néanmoins long. De nombreux processus et politiques relatifs au changement climatique sont encore largement, voire entièrement, aveugles au genre, et font peu de cas des dimensions genre du changement climatique ou les considèrent hors de propos. Lorsque le genre est abordé, il l'est trop souvent sous forme d'« ajouts » aux politiques existantes.

Les politiques fondées sur le marché restent aveugles au genre

Les politiques touchant à l'atténuation et au développement à faible intensité de carbone sont les plus aveugles au genre (voir encadré n° 1). En particulier, l'approche dominante actuelle de réduction des émissions de gaz carbonique via des mécanismes fondés sur le marché, qui prévoit des aides économiques pour récompenser la réduction des émissions ou la préservation des forêts, ne parvient pas à prendre en compte de nombreux facteurs sociaux, culturels et économiques, ce qui limite la

Les femmes ne sont pas considérées comme faisant partie de la solution

Lorsque les politiques adoptent effectivement une perspective de genre, elles se basent généralement sur des présuppositions et des généralisations simplistes. Par exemple, les politiques d'adaptation au climat traitent trop souvent les femmes comme des bénéficiaires vulnérables et non comme des citoyennes détentrices de droits qui ont besoin d'être reconnues comme ayant des compétences et expériences à valoriser.

Il existe un large fossé entre les genres dans la prise de décision

Les disparités de genre qui existe dans la prise de décision liée au changement climatique constituent probablement le facteur le plus important de la persistance de l'aveuglement de genre des politiques relatives au changement climatique. Durant la dernière Conférence des parties de la CCNUCC qui s'est tenue en 2010 (CdP 16), les femmes représentaient seulement 30 % de l'ensemble des membres des délégations et moins de 15 % de tous les chefs de délégations.

L'atténuation : elle correspond aux interventions humaines visant à réduire les sources de gaz à effet de serre ou à développer des activités qui permettent de les éliminer (ce gaz emprisonne la chaleur et maintient la terre à température élevée). Citons par exemple la transition vers l'énergie solaire ou éolienne et l'extension des forêts visant à retirer de plus grandes quantités de dioxyde de carbone de l'atmosphère.

(Ces définitions se basent sur les informations présentées sur le site Internet de la CCNUCC)

L'adaptation : elle correspond à des actions menées pour aider les communautés et écosystèmes à faire face aux conditions climatiques en mutation, comme par exemple la construction de digues de défense contre les crues protégeant les propriétés de l'élévation du niveau de la mer ou la plantation de cultures agricoles et d'arbres plus adaptés à des températures élevées et à des sols plus secs.

Que faut-il changer ?

Les politiques et processus touchant au changement climatique ne seront ni efficaces ni équitables tant qu'ils ne seront pas davantage sensibles au genre. Cela signifie qu'il faut reconnaître que les acteurs du développement sont autant des femmes que des hommes, qu'ils font face à des obstacles différents et souvent inégaux, raison pour laquelle ils peuvent avoir des besoins et priorités différents, voire même conflictuels (Kabeer et Subrahmanian 1996). Une plus grande sensibilité de genre implique également de reconnaître que les femmes ont le droit de participer aux décisions liées au changement climatique et d'en bénéficier sur un pied d'égalité.

Toutefois, la simple prise de conscience des inégalités de genre ne suffit pas. Toutes les politiques et interventions liées au changement climatique doivent promouvoir activement les droits des femmes et l'égalité de genre afin d'apporter le changement. La transformation de genre est une situation dans laquelle les femmes et les hommes sont à égalité de voix dans la prise de décision et les processus de gouvernance de plus grande portée et se voient donner un accès égal aux ressources nécessaires pour pallier les effets du changement climatique. Dans cette situation, les besoins et les connaissances des femmes comme des hommes sont pris en compte, les institutions établissant les politiques relatives au changement climatique à tous les niveaux ne sont pas biaisés vis-à-vis des hommes ou des femmes, et les fortes barrières sociales qui limitent l'accès des femmes aux ressources pratiques (comme l'aide agricole, les technologies, l'information, le crédit, l'énergie et les services de santé) et stratégiques (comme le pouvoir décisionnel et les droits légaux) n'existent plus.

Outre le travail de lobbying crucial des organisations et réseaux nationaux, régionaux et mondiaux au niveau politique, de nombreuses organisations locales répondent déjà aux besoins réels des femmes et des hommes et font la promotion de démarches de changement, sensibles au genre. Il est impératif de

créer des liens plus étroits entre les politiques au niveau global et ces réalités et innovations au niveau local afin de s'assurer que les politiques se nourrissent des voix des femmes et des hommes qui font face aux conséquences du changement climatique au quotidien.

Recommandations-clés à l'attention des décideurs politiques

Changer la façon dont le changement climatique et les solutions associées sont cadrés

- Tenir compte des multiples dimensions de l'inégalité de genre et des expériences de terrain des femmes et des hommes en matière de changement climatique et investir dans la recherche en ce sens.
- Passer de simples suppositions concernant la vulnérabilité des femmes à la mise en lumière de leur capacité d'intervention pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.
- Tirer les leçons des démarches centrées sur les populations et transformatrices en termes de genre au niveau local et les intégrer dans les politiques nationales et internationales.
- Promouvoir une approche du changement climatique basée sur les droits et s'assurer que toutes les politiques et processus à venir relatifs au changement climatique reposent sur des cadres basés sur les droits civils telle la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).
- S'attaquer aux causes sous-jacentes des inégalités de genre en abordant les problèmes comme l'inégalité d'accès aux droits fonciers au travers de réformes législatives et de la sensibilisation, ainsi qu'au travers de la mise en oeuvre de la CEDEF et d'autres cadres pertinents.
- Trouver des alternatives aux démarches fondées sur le marché dans la mesure du possible, et lorsqu'elles sont utilisées pour l'atténuation du changement climatique, s'assurer qu'elles bénéficient aux femmes autant qu'aux hommes et qu'elles n'excluent pas ni ne défavorisent davantage les femmes.

Élaborer des politiques et créer des institutions sensibles au genre

- Aider les institutions chargées du changement climatique à porter un regard critique sur leurs propres structures et processus afin d'identifier et de lutter contre ce qui crée ou reproduit des inégalités de genre en utilisant des audits institutionnels et d'autres mécanismes.
- Permettre la participation égale des femmes aux processus liés au changement climatique aux niveaux local, national et international.

Créer un environnement favorisant un changement climatique centré sur les populations et transformateur en termes de genre

- Continuer à construire la base de preuves en collectant et en analysant les informations portant sur les dimensions sociales et de genre du changement climatique et développer des méthodologies adéquates afin de mesurer les impacts de genre du changement climatique aux niveaux local, national et international.
- Financer les institutions de la société civile aux niveaux international, national et local afin de demander des comptes aux décideurs des politiques relatives au changement climatique quant à leur engagement politique en matière d'égalité de genre.

EB

Colombie : pouvoir des réseaux locaux

GEORGINA ABOUD, *BRIDGE*

DANS LA RÉGION rurale de Santander en Colombie, le changement climatique envenime un ensemble de problèmes d'une plus large portée qui affectent ses habitant-es. La monoculture du café et de l'ananas, la déforestation, les infrastructures routières de mauvaise qualité, la pollution de l'eau, la corruption, l'exploitation minière et la menace de la privatisation nationale de l'eau : tous ces problèmes aggravent les effets de régimes climatiques de plus en plus erratiques, en particulier les changements liés aux niveaux et fréquences des précipitations. La réponse face à ces défis réside dans la tradition qu'ont les Colombien-nes de former des associations et des réseaux, notamment pour représenter des groupes marginalisés comme les femmes.

Les associations de femmes ont créé des alliances solides avec d'autres réseaux et organisations dont FUNDAEXPRESION (une organisation non gouvernementale qui soutient l'écologie agricole, la souveraineté alimentaire et l'égalité de genre), l'Ecole paysanne d'écologie agricole, le réseau communautaire des réserves forestières et les mouvements des peuples indigènes. Leurs objectifs sont les suivants : partager des approches d'adaptation et de résilience au changement climatique et à d'autres problèmes associés, remettre en question la politique gouvernementale et promouvoir des modes de vie alternatifs.

Par-dessus tout, ces réseaux de soutien communautaires donnent à la population locale, et notamment aux femmes, un sentiment d'appartenance fort, d'autodétermination et de dignité afin de relever les défis en ces temps difficiles. Au travers des réseaux, le leadership des femmes et leur formation pratique ont motivé des femmes, jeunes et moins jeunes, à prendre la direction de la promotion de bonnes pratiques en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

Comment des associations ont-elles aidé des femmes touchées par le changement climatique ?

Chez l'agricultrice Martha Rios, des tremblements de terre mineurs, associés à de fortes précipitations sans précédent en décembre 2010, ont entraîné la destruction de sa ferme familiale et de sa propriété, ce qui a obligé son mari à émigrer pour travailler afin de subvenir aux besoins financiers de leur famille. Ainsi, elle s'est retrouvée seule pour élever ses quatre

enfants et commencer les travaux de remise en état de sa terre et de son foyer. Néanmoins, après ce désastre, Martha a immédiatement bénéficié du soutien mobilisé par Ammucale (Asociación Municipal de Mujeres Campesinas de Lebrija), le réseau communautaire des femmes d'agriculteurs dont elle était membre. Outre la promotion des moyens de subsistance et des droits des femmes, Ammucale alimente un réseau de protection sociale quand les temps sont durs.

Les membres d'Ammucale ont construit un grand abri pour Martha : il était équipé de lits, de parcs de jeux pour les enfants, doté d'un toit en tôle ondulée étanche à l'eau pour les protéger de la pluie. Fundaexpresión a été contacté par Ammucale et a organisé une *minga* (une journée de travail communautaire) durant laquelle une fosse septique a été construite pour Martha. Depuis la catastrophe, Martha a également diversifié sa stratégie de subsistance : désormais, elle produit et vend du pain. Les membres d'Ammucale ont encouragé leurs communautés et d'autres organisations à acheter son pain et à soutenir Martha durant la traversée de cette passe difficile. Cette aide a permis à Martha de laisser ses enfants les plus âgés, un garçon et une fille, poursuivre leur scolarité.

Quand les femmes partagent les innovations

Après avoir fréquenté l'Ecole d'écologie agricole, Norma Henriquez a monté une petite ferme pour permettre à sa famille de subvenir à ses propres besoins alimentaires et en eau. Elle et son mari ont quitté la ville pour retourner à la campagne en tant que neo-campesinos. Venant de familles d'agriculteurs, ils souhaitaient poursuivre la tradition familiale et produire leurs propres aliments. Néanmoins, les changements des terres avoisinantes et des conditions météorologiques ont rendu l'agriculture plus difficile. Ils se sont aperçus que de nombreux agriculteurs voisins avaient vendu leurs terres à des entreprises agricoles (d'élevage de volailles et de porcs) ou produisaient des ananas sous forme de culture de rente, ce qui avait des effets nuisibles sur le sol et sur l'alimentation en eau, causant une désertification étendue. De plus, les précipitations dans la région étaient devenues très imprévisibles, avec des pluies diluviennes suivies de semaines de sécheresse.



Norma Henriquez avec sa collection de graines (Fernando Salazar Ferrier)

Forte de sa fréquentation de l'école et du soutien reçu auprès de l'association de femmes de la région, Norma a acquis l'assurance et les compétences nécessaires pour construire un réservoir d'eau spécial d'une capacité de 85 m³ qui parcourt désormais tout son toit. Il lui permet de maximiser la collecte de l'eau de pluie, si précieuse. Cette eau l'aide à alimenter ses diverses cultures : mangues, noix de coco, avocats, haricots, citrouilles et maïs, entre autres. Rien n'est gaspillé : l'eau qui est impropre à la consommation sert à laver les habits. Pour leur part, les feuilles, les déjections animales (des chèvres et des poulets) et les cendres du foyer sont transformées en compost, autant de techniques exclusivement apprises au cours des échanges communautaires. Elle est également devenue une fière protectrice de la biodiversité agricole et s'assure que des échanges de graines ont lieu lors de chaque rencontre communautaire. Elle déclare :

« Prendre soin de la terre est la tâche la plus importante qu'une femme puisse remplir sur cette planète. En effet, si nous ne nous engageons pas à prendre soin des graines, de l'eau et des sols, nos communautés souffriront et nous perdrons notre autonomie ainsi que la possibilité de nourrir nos propres familles. »

Leçons retenues

L'exemple des associations et réseaux de Santander montre qu'il est fondamental de former des alliances solides pour faire face aux impacts du changement climatique et aux inégalités de genre généralisées. En alliant soutien pratique dispensé aux femmes touchées, développement des compétences en leadership des jeunes femmes et facilitation de l'échange d'expériences et d'innovations de femmes sur l'adaptation au changement climatique, des réponses au changement climatique ont pu être apportées, répondant à des besoins spécifiques de la population locale selon des méthodes autonomisant les femmes. Non seulement ces réponses ont concouru à amplifier les voix des femmes dans la prise de décision au sujet du changement climatique et des ressources locales, mais elles ont également amorcé un changement de normes de genre jusqu'alors tolérées.

Inde : approches participatives, facteurs de changement

GEORGINA ABOUD, *BRIDGE*

ABHEERAPANI, un village reculé du district de Nainital dans l'Himalaya central, le Centre de sensibilisation communautaire (Community Awareness Centre – CAC) fait la promotion de moyens de subsistance durables sur le plan de l'environnement au travers de processus, tels que la protection forestière et l'agriculture biologique. Sa démarche participative engage la population locale à élaborer des solutions efficaces aux impacts du changement climatique, ancrées localement. Dans le cadre de ces processus, le CAC encourage la discussion sur les inégalités de genre et développe l'autonomisation des femmes en les sensibilisant sur leurs droits aux ressources et aux systèmes de connaissance. Cette petite ONG, gérée par quatre personnes seulement et dotée d'un maigre budget, a facilité des transformations phénoménales sur fond de changement climatique en Inde. Elle a motivé des femmes à devenir des leaders locales sur des problématiques liées au climat et des militantes pour une agriculture biologique durable. L'ONG a également contribué à modifier les perceptions des rôles assignés de genre.

Les femmes ouvrent la voie de la protection forestière

La menace qui pèse sur les forêts de la région, qui constituent une source majeure de moyens de subsistance – notamment pour les femmes – et de revenus pour les villageois, se fait de plus en plus forte. Il y a environ dix ans, des programmes gouvernementaux ont poussé les villageois à passer de cultures traditionnelles résistantes à des cultures de rente non traditionnelles, qui étaient moins résistantes et fournissaient moins de fourrage pour l'alimentation de leurs animaux. En conséquence, les villageois ont commencé à se tourner vers les forêts pour alimenter leurs animaux ainsi que pour le bois de combustion, participant ainsi à la déforestation, avec ce que cela implique en termes de changement climatique.

Des exercices participatifs menés par le CAC ont aidé des femmes autochtones à se rendre compte que la protection de la forêt pour promouvoir l'atténuation du changement climatique et la pérennité de l'environnement relevait de la responsabilité de toute la population locale. Elles ont également réalisé la faiblesse du pouvoir décisionnel dont elles disposaient dans les affaires publiques et ont commencé à remettre en question cette inégalité. Cette prise de conscience a



Parvati, leader du Panchayat de la forêt locale dans le district de Nainital (Georgina Aboud)

changé la vie de Parvati Nyal, agricultrice et femme au foyer approchant la soixantaine. Grâce à sa participation aux ateliers organisés par le CAC sur le leadership, le plaidoyer, l'autonomisation, le développement durable et la sécurité alimentaire, Parvati a acquis la confiance en soi nécessaire pour briguer – et gagner – la direction du Panchayat (un comité forestier officiel) de la forêt locale, devenant ainsi la première femme à la tête de cet organisme.

Si les femmes disposent du droit légal de participer au Panchayat local, leur rôle est jusqu'à ce jour resté limité et symbolique. Parvati a joué un rôle-clé dans le changement de cet état des choses en encourageant les femmes à participer activement au comité, à demander des comptes aux dirigeants des Panchayats forestiers quant à leurs actions et à exiger la transparence financière. Elle a introduit des règles et règlements, ce qui inclut des amendes en cas de coupure de branches, même petites, des arbres de la forêt. Parvati explique :

« J'ai apporté un sens aux responsabilités dont ne disposaient pas les hommes qui géraient la forêt auparavant... Ma mission d'encadrement ne consiste pas seulement à faire appliquer les règles, mais à changer, au travers de l'éducation et de la compréhension, la perception que les gens ont de la forêt, pour qu'ils la considèrent comme une ressource importante ».

Les femmes ouvrent la voie de l'agriculture biologique

L'irrégularité croissante des configurations des pluies a coïncidé avec la promotion plus soutenue des cultures de rente, qui reposent sur les fertilisants et pesticides et nécessitent plus d'eau. Aussi, le CAC a lancé une ferme expérimentale afin d'étudier les avantages de l'agriculture biologique en tant qu'alternative à ces cultures non traditionnelles et à ces techniques agricoles à forte densité en ressources naturelles. Cette ferme a démontré que les produits des cultures traditionnelles avaient non seulement

meilleur goût, mais des valeurs plus nutritives et moins périssables. De plus, ils pouvaient faire l'objet d'une agriculture biologique et étaient plus résistants aux conditions météorologiques imprévisibles. Désormais, les cultures traditionnelles fournissent les aliments et le fourrage pour le bétail que les femmes devraient sinon aller chercher dans la forêt, ce qui occuperait une partie de leur temps.

Changer les comportements

L'ingéniosité du CAC se mesure, entre autres, à l'ouverture d'un espace où les femmes et les hommes peuvent remettre en cause leurs idées sur leurs rôles féminins et masculins, sur leurs responsabilités et droits, lors d'ateliers, rencontres et programmes d'autonomisation. Non seulement les femmes ont gagné en autonomie au foyer et au niveau du comité de sorte qu'elles peuvent prendre la parole et être entendues, mais les attitudes des hommes vis-à-vis des femmes ont également fondamentalement changé. Un agriculteur a déclaré qu'avant de travailler avec le CAC, il n'aurait pas considéré normal pour une femme de posséder des terres, mais désormais, il dit : « Lorsqu'une femme a le contrôle sur ou possède la terre, elle n'en fait jamais mauvais usage. Au contraire, elle l'utilise pour améliorer les conditions de la famille ». Dans certains autres cas, les maris des femmes ont commencé à se charger des corvées ménagères pour que leurs épouses aient le temps d'assister aux réunions.

Leçons retenues

Le succès du CAC est en partie dû à ses efforts visant à créer une réelle participation et appropriation par les villageois avec lesquels il travaille et à s'assurer que les femmes jouent un rôle-clé dans la prise de décision. Cette expérience montre que dans des contextes locaux les communautés sont généralement les mieux placées pour identifier les problèmes et trouver des solutions et que les savoirs des femmes occupent une place extrêmement importante dans ce processus.

L'exemple du CAC montre comment des organisations peuvent à la fois encourager la discussion sur les questions de genre en relation avec le changement climatique et les moyens de subsistance et permettre une véritable transformation en changeant les attentes sociales au sujet des rôles et aptitudes de genre en prenant des mesures drastiques d'autonomisation des femmes.

RDC : les femmes réelles expertes de la lutte contre la déforestation

JOELLE PALMIERI, *Genre en Action*

LORS DU PREMIER séminaire du Réseau francophone Genre et changement climatique à Paris en janvier 2011, Annie Matundu Mbambi, vice-présidente de l'association congolaise Action femmes du Bas Fleuve (AFEBAF), confiait le but de son organisation est d'accompagner les populations, et en particulier les femmes, de la région du Bas Congo, en République démocratique du Congo (RDC) dans leur engagement pour la préservation des forêts. Ces femmes partent du constat que déforestation et changement climatique sont liés, ont des effets néfastes sur les écosystèmes et les relations de genre.

Les forêts de la région du Bas Congo regorgent d'espèces très variées de bois, à l'image du pays, qui abrite la plus grande forêt d'Afrique (62% du territoire) et la deuxième forêt tropicale du monde au titre de sa grande biodiversité (Etat des forêts du Congo 2006). Mais, la longue période de conflit armé (1998–2003) a laissé des impacts sociaux lourds comme les violences sexuelles et la pauvreté qui ont des effets négatifs sur le changement climatique. En effet, afin de lutter contre la famine et la malnutrition, une partie de la réserve forestière de la RDC est illégalement déboisée et occupée par des paysannes qui cherchent des solutions au plus vite. Le risque est grand de voir disparaître les forêts dans l'exploitation des chaudronneries, la production du bois de chauffe et du bois de construction. Cette extension de la production intensive de l'industrie du bois a des effets directs notamment sur la désertification et la sécheresse.

Inversement, cette déforestation est à son tour productrice de pauvreté et en aggravant les feux de forêt, les inondations, les érosions, les chaleurs intenses, dégrade les conditions de travail des femmes, principales productrices des aliments de base. Le déboisement anarchique occasionne la chute des rendements agricoles, ce qui amène la malnutrition, la pénurie de nourriture et d'approvisionnement en eau, dont les femmes sont responsables. De plus, la déforestation rend les déplacements et le transport de l'eau, dont les femmes sont socialement en charge, plus longs et plus dangereux pour leur sécurité personnelle, occasionnant parfois des violences sexuelles à leur encontre, individuelles ou collectives.

Aussi, les femmes de la région, avec l'appui de l'AFEBAF ont décidé de lutter

pour l'adaptation et l'atténuation au changement climatique sur quatre fronts : l'autonomisation, l'action économique et politique, et l'information.

La déforestation : révélateur de genre

« Organisez-vous là où vous êtes », telle est la devise de l'AFEBAF, née en juin 2006, de l'ambition de femmes, jeunes et moins jeunes, dans la province du Bas Congo, de se rassembler afin de participer activement à la prise de décision et au développement durable et intégral de cette région, tout en contribuant à la reconstruction globale de la RDC post-conflit. Ces femmes interviennent sur plusieurs terrains dont la gestion des déchets, l'assainissement, l'accès à l'eau, le reboisement, la prise en compte des impacts du changement climatique dans les stratégies de développement, tout en luttant contre les violences sexuelles. La plupart des activités que l'AFEBAF mène ciblent l'ensemble de la population rurale, y compris les hommes, leur ambition étant la prise de conscience par les villageois du lien entre lutte contre les déforestation, changement climatique, pauvreté, et obtention de la paix et du changement social.

Selon Annie Matundu Mbambi, les femmes en milieu rural sont à la fois productrices de la déforestation comme ses premières résistantes. Par exemple, Régine Mambu Masiala, du village de Kinsambamba, fait le lien direct entre exploitation destructrice de la nature et impacts humains : « La déforestation totalement irraisonnée détruit l'arbre généalogique des familles africaines ». Armandine Phoba, exploitante du commerce de braise, explique que à cause de la déforestation les inégalités de genre se reproduisent et que la division du travail s'amplifie clairement. Par exemple, les femmes sont confinées à ramasser le charbon, en sacs de 20 kg qui valent 18000 FCFA (13 euros). Les hommes vendent le charbon collecté et parfois ne remettent aux femmes qu'environ trois euros, soit 75% de moins que leurs homologues masculins, ce qui constitue une inégalité flagrante. Annie confirme l'équation selon laquelle si les inégalités entre hommes et femmes sont mieux prises en compte dans la gestion de la reforestation, tant par les hommes que par les femmes, toute la communauté et par extension toute l'économie nationale en bénéficiera.

La forêt : lieu d'intervention privé et public des femmes

Armandine Phoba a suivi une des formations mises en place par l'AFEBAF sur la restauration des carrières. Cette formation fait partie d'un ensemble plus large de sessions d'autonomisation. Depuis, elle a gagné en confiance, se sent maîtresse de son outil de travail et participe volontiers aux audiences publiques, notamment relatives aux politiques locales de reboisement. Elle participe ainsi à l'élaboration de programmes locaux d'adaptation et d'atténuation au changement climatique.

Comme Solange Nzigire, responsable de l'extraction de l'huile, en témoigne ces formations permettent aux femmes d'établir le lien entre lutte contre les violences sexuelles, menace permanente, et activité économique : « C'est à partir de ma propre histoire que je me bats pour les femmes de l'informel très exposées aux violences sexuelles ». Ces sessions servent aux femmes qui travaillent les produits de la forêt de lieux d'échanges sur l'intime, les souffrances qu'il induit et les solutions à partager. En cela, ces espaces permettent aux femmes d'approfondir le lien entre préservation de l'environnement (sphère publique) et sécurité personnelle (sphère privée). Ces femmes réalisent ainsi que les questions de changement climatique sont autant privées que publiques.

Par ailleurs, le montage économique de pépinières répond à la plupart des besoins de la gestion du foyer : nutrition, santé. Comme le souligne Régine, les femmes ont désormais décidé de ne planter que du « bois de village », uniquement dédié aux besoins des habitants du village. Elles rationalisent l'utilisation des ressources naturelles, ramenant l'usage du bois aux besoins des communautés et empruntent une stratégie d'exploitation durable des forêts. Elles se gardent bien de viser une exploitation intensive, ce qui présente l'intérêt de rompre avec une logique à court terme de déboisement à fort profit financier. Elles participent à l'atténuation au changement climatique.

Parallèlement, l'AFEBAF mène une politique de plaidoyer politique en direction des décideur-es nationaux pour qu'ils votent des textes de lois, mènent des évaluations environnementales nationales conjointement avec les professionnels du secteur privé et participent à des campagnes



Session de sensibilisation à la déforestation dans le Bas Congo

(Annie Matundu-Mbambi, vice-présidente de l'Afebaf)

internationales de lutte contre la déforestation, l'application des accords internationaux tardant à voir le jour.

L'AFEBAF mène des campagnes d'information à la fois auprès des populations locales afin de les informer de l'état d'avancement des décisions prises en matière d'adaptation et d'atténuation au changement climatique au niveau national mais aussi en direction des autorités nationales sur les actions menées par les femmes du Bas Fleuve sur la déforestation. Ces campagnes témoignent de l'engagement de l'organisation à s'intégrer dans un processus bilatéral Etat-société civile de consultation, de concertation et de transformation dans le domaine.

Par ces quatre champs d'action (autonomisation, économie durable, plaidoyer politique, information), et en s'adressant à l'ensemble des populations, hommes et femmes, les femmes de la région s'immiscent dans la révélation, sur le terrain de la gestion environnementale, de la division sexuelle du travail, entre

sphère publique et sphère privée. En cela, elles ouvrent un réel champ d'innovation dans la lutte contre le changement climatique.

Leçons retenues

Les femmes du Bas Congo, actrices du reboisement, de la gestion du foyer, sont les réelles expertes de la lutte contre la déforestation et par voie de conséquence de la lutte contre le changement climatique. La démarche de l'AFEBAF est innovante car elle introduit une nouvelle logique d'expertise, qui repose moins sur la connaissance académique ou institutionnelle, que sur la connaissance de proximité géographique, écologique, économique, sociale, culturelle, politique des femmes de terrain.

En suivant un processus bilatéral dans la diffusion d'informations sur le changement climatique, l'AFEBAF fait la démonstration que les actions des femmes sur la déforestation doivent être rendues visibles en tant que politiques répliquables à grande échelle. Cet engagement a pour

effet immédiat et conjoint d'intégrer transversalement le genre dans les politiques de changement climatique et inversement. L'un ne peut se concevoir sans l'autre, au risque de négliger l'adhésion de pans entiers de la population et de mettre en péril les piliers des politiques de développement durable et écologique.

Les expériences de l'AFEBAF montrent que le local et le global sont interdépendants, tout autant que la gestion du privé et du public. Seule l'intégration de cette vision par les décideur-es nationaux-les ou internationaux-les rend plausible l'effectivité des accords internationaux en la matière.

EB

COLOMBIE, INDE ET RDC : QUAND ADAPTATION ET ATTÉNUATION SE CROISENT

Les études de cas réalisées en Colombie, en Inde et en République démocratique du Congo (RDC) permettent d'isoler trois modes d'action pour l'adaptation ou l'atténuation du changement climatique avec une perspective de genre sur trois continents : l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique. Elles identifient des approches innovantes selon des stratégies contextualisées. L'ensemble présente des points communs et des spécificités. Ces similitudes et singularités forment richesse à valoriser.

Les similitudes aux trois études de cas forment un bien commun qui fait à la fois richesse et obstacle. Dans les trois pays, les organisations décrivent une aggravation des contextes écologique, économique, social ou politique : la pauvreté augmente, la corruption se développe, les moyens publics s'affaiblissent, l'écologie est de plus en plus menacée... Les organisations interrogées sur les trois continents s'accordent sur le constat que les femmes sont encore exclues des lieux de prises de décision alors qu'elles sont responsables de la gestion du foyer. Elles forment le socle de la survie quotidienne et en cela sont facteurs de richesse des pays. Les trois organisations font le même constat d'aveuglement de genre des politiques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique aux niveaux local ou national. Toutes expriment la ferme volonté de transformer les politiques nationales et sont pour cela engagées dans la promotion de la connaissance, l'éducation, l'information, unanimement considérées comme indispensables au changement.

Afrique : des obstacles sources d'innovation

L'exemple congolais montre l'efficacité des stratégies d'alliance et d'action des organisations de femmes qui entrevoient l'adaptation et l'atténuation au changement climatique comme un système tant économique que politique et social.

Dans ce système complexe et multiforme et sur un continent particulièrement touché par la pauvreté, les femmes, socialement dédiées à la gestion de l'urgence (incluant les violences post-conflits), sont les premières à être confrontées à la recherche de solutions y compris de façon anarchique. Aussi quand elles se rassemblent en organisations, souhaitent se former, transmettre des informations, s'autonomiser économiquement en créant leur propre exploitation agricole ou forestière, créer des lieux de plaidoyer auprès des élu-es, elles organisent la paix sociale au niveau local. Elles font alors le lien entre action sur le terrain du privé et action sur le terrain du public. Elles assurent le relai entre Etat et populations, ce qui simplifie l'action du gouvernement et de ses institutions.

Côté Etat, les récents accords de Cancun (2010) ont permis de sceller des politiques genre et changement climatique. Depuis, les décideur-es politiques sont unanimes pour, dans les années à venir, produire des données désagrégées par sexe, genrer les évaluations des politiques, reconnaître les responsabilités différenciées des hommes et des femmes relativement à la propriété foncière. Ils se sont également engagés à mettre en place des formations de genre adaptées ciblant les négociateur-trices nationaux-les et à joindre leurs efforts à ceux des organisations de la société civile et notamment des organisations locales de femmes.

REFERENCES

Kabeer, N. et Subrahmanian, R., (1996) « Institutions, Relations and Outcomes: Framework and Tools for Gender-Aware Planning », *IDS Discussion Papers*, Brighton:IDS

Maathai, W. et Robinson, M., (septembre 2010) « Women can Lead the Way in Tackling Climate Change Challenges », dans *Huffington Post*, www.huffingtonpost.com

Site Internet de la CCNUCC : http://unfccc.int/essential_background/glossary/items/3666.php

Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo, 2006, *Les Forêts du Bassin du Congo, Etat des Forêts 2006*, <http://www.cbfp.org/docs/key_docs/Les%20forets%20du%20Bassin%20du%20Congo%202006%20neu.pdf>, consulté le 24 octobre 2011

ENBREF

Dites-nous ce que vous pensez de ce numéro !

Courriel : bridge@ids.ac.uk

ou écrivez à : BRIDGE, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni

Fax : +44 (0)1273 915773

genre
en ACTION

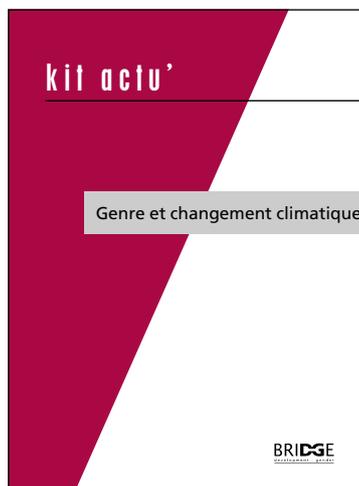
Le Réseau Genre en Action compte plus de 2.800 membres (organisations et individus) dans plus de 50 pays, principalement francophones.
www.genreenaction.net

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

L'OIF regroupe 56 États et gouvernements membres et 19 États observateurs.
www.francophonie.org

IDS Institute of
Development Studies

L'IDS est un organisme de charité à responsabilité limitée, inscrit en Angleterre au registre des organisations caritatives sous le numéro 877338.



Également disponible :

Le Kit Actuel'

Genre et changement climatique

En plus de ce bulletin, le kit comprend :

- Un *Panorama* qui expose les principaux problèmes, donne des exemples de pratiques innovantes et propose des recommandations ;
- Une *Boîte à outils* avec des résumés de textes de référence, des études de cas, des outils et les coordonnées des organisations pertinentes.

En Bref est également disponible en anglais et en espagnol sur le site Internet de BRIDGE ou en version imprimée auprès de BRIDGE.

BRIDGE

BRIDGE soutient les efforts des décideur-es politiques et des praticien-nes en matière de plaidoyer et d'intégration transversale de genre, en créant des ponts entre théorie, politique et pratique par une information accessible et variée sur les questions relatives au genre. BRIDGE est un service d'information et de recherche spécialisé en genre et développement et fait partie de l'ensemble des services d'information basés à l'Institute of Development Studies (IDS) au Royaume-Uni. Ce numéro d'*En Bref* a été réalisé grâce au soutien financier du ministère du Développement international au Royaume-Uni (DFID), de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) et de l'agence allemande de coopération internationale GIZ (Deutsche Gesellschaft fuer Zusammenarbeit). Nos remerciements vont également à la DDC, à l'agence de coopération irlandaise Irish Aid et au DFID pour leur soutien permanent au programme BRIDGE.

La version française de ce numéro de *En Bref* est née de la collaboration entre BRIDGE, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et le Réseau Genre en Action. Son originalité réside dans le fait qu'il inclut une étude de cas d'un pays francophone ainsi que des considérations spécifiques à ce contexte francophone. Nous espérons ainsi mieux répondre aux besoins d'information des lecteur-trices des régions francophones. Nous remercions l'OIF pour le financement de cet effort.

Nous souhaiterions remercier FUNDAEXPRESSION et le Community Awareness Centre pour leur soutien, leur coopération et leur enthousiasme tout au long de ce projet et pour l'accueil qu'ils ont réservé à Georgina Aboud au sein de leur organisme. A ces remerciements, s'ajoutent ceux que nous adressons à Annie Matundu-Mbambi, vice-présidente de l'AFEBAF, qui a toujours su répondre présente à l'ensemble des sollicitations de Joelle Palmieri.

Merci à Alyson Brody et à Hazel Reeves pour leur soutien éditorial et à Amy Thompson et à Joelle Palmieri pour la relecture de la version française. Merci à Anne Akpadji pour la traduction française. Merci également à Ulrike Roehr, Simone Lovera, Janet Macharia et Titilope Ngozi Akosa pour leurs précieuses contributions à l'ensemble de ce programme *Kit Actuel'* et à toutes les autres personnes qui nous ont soutenu-es et conseillé-es, trop nombreuses pour pouvoir les citer.

© Copyright: Institute of Development Studies 2011

Numéro ISSN 1358 – 0612

Numéro ISBN 978-1-78118-035-8